

N° 37 du 29 mars 2006

Destinataires :

- . Bureau national
- . Fédérations
- . URI
- . UD
- . Secrétaires confédéraux

**CPE – amplifier la mobilisation :
nouvelle journée d’action le 4 avril**

Les organisations syndicales de salariés et les organisations d’étudiants et de lycéens se sont une nouvelle fois réunies dans l’après-midi du 29 mars et ont décidé d’amplifier la mobilisation avec une nouvelle journée d’action le mardi 4 avril 2006. Cette journée prendra la même forme que celle du 28 mars avec des arrêts de travail, grèves et manifestations.

La déclaration intersyndicale ci-dessous va dans le sens de la lettre envoyée le 28 mars au soir par les cinq confédérations au président de la République.

Des préavis de grève ont été déposés ce jour par l’UFFA et les fédérations Interco et Santé-sociaux pour couvrir les actions de grève dans chacune des trois fonctions publiques.

Une circulaire parviendra le 30 mars aux organisations.

Déclaration des organisations syndicales d'étudiants, de lycéens et de salariés

UNEF, Cé, UNL, FIDL, CFDT, CFE CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

Amplifier la mobilisation : le 4 avril nouvelle journée d'action

Le succès des arrêts de travail, des grèves et la puissance des manifestations du 28 mars, leur caractère unitaire et intergénérationnel, tout comme la durée du mouvement et son ampleur dans les lycées et universités montrent une mobilisation historique, pour exiger le retrait du CPE et l'ouverture de négociations.

Il est urgent que les plus hautes autorités de l'Etat prennent la mesure de la situation et répondent sans ambiguïté à cette revendication. Pour éviter l'enlisement du pays dans une crise profonde, le gouvernement doit s'y résoudre. L'intersyndicale demande au Président de la République d'utiliser ses prérogatives constitutionnelles pour que le CPE soit retiré.

Les organisations syndicales réitèrent l'exigence de lever l'hypothèque du CPE en le retirant et à partir de là d'engager des négociations immédiates sur l'emploi, la précarité, les modalités d'accès à l'emploi, la formation et l'avenir des jeunes.

Elles appellent les salariés, les étudiants, les lycéens, dès aujourd'hui et tout au long de la semaine à s'appuyer sur la dynamique unitaire, à multiplier les initiatives pour exprimer leur exigence de retrait. Elles les invitent notamment à intervenir auprès de tous les parlementaires.

Les organisations syndicales sont déterminées à amplifier la mobilisation. Elles mettent le gouvernement en garde contre toute tentative de coup de force notamment en direction des étudiants et des lycéens. D'ores et déjà elles décident d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle d'arrêts de travail, de grèves et de manifestations le 4 avril.

Paris le 29 mars 2006